

EDITORIAL



Par
Odette Herviaux
Secrétaire fédérale
à l'Agriculture et aux Espaces ruraux,
Membre de la CNA (Commission
nationale agricole du Parti socialiste)

Un projet agricole cohérent

Depuis janvier 2005, la commission nationale agricole et rurale présidée par Germinal Peiro a travaillé pour définir des axes nationaux sur les questions agricoles. L'opération n'est en soit pas évidente tant la France est riche de sa diversité agricole et parfois les ambitions différentes au sein des territoires.

En effet, même si les agriculteurs ne représentent que 4% de la population active, ils représentent en terme d'emplois induits un pourcentage nettement plus important et la question agricole rurale est prépondérante dans plus de 100 circonscriptions en France dont plusieurs dans le Morbihan.

A l'heure où la campagne présidentielle va être le lieu d'un débat engageant l'avenir, nous avons tranché en faveur d'une agriculture diversifiée, durable et performante.

Diversifiée, car il faut permettre aux différents types d'exploitations d'exister et d'avoir un projet de développement pérenne. La multifonctionnalité doit permettre de faire vivre et de rentabiliser l'action agricole. Cette diversité des agricultures est le fruit de l'histoire et d'une réalité géographique, les pouvoirs publics doivent favoriser cette coexistence et préserver les 500 000 exploitations existantes.

Durable, car il importe aujourd'hui de préserver notre environnement. Il est de la responsabilité de tous les acteurs de partager cette volonté. Les agriculteurs intègrent déjà les nouvelles orientations de l'écoconditionnalité, il faut les encourager à continuer dans des pratiques respectueuses de l'environnement. Le développement d'une agriculture responsable est désormais acquis par la majorité de la profession et par la population. Il est judicieux d'orienter les soutiens vers ces types de pratiques en équilibrant et en plafonnant les aides.

Enfin, une agriculture performante, c'est-à-dire une agriculture économiquement viable, qui permet aux agriculteurs de vivre de leur travail. La question de la rémunération du travail est au centre de l'action même du paysan. La France doit garder sa place de second exportateur agricole sans toutefois oublier nos obligations de solidarité.

Cette vision nationale du projet ne doit pas masquer les approches plus locales de l'agriculture. La Fédération du Morbihan a installé un groupe de travail sur l'agriculture. Des propositions et des amendements de ce groupe ont été débattus à la commission nationale. Qu'il s'agisse de l'accès au foncier, du besoin de redéfinir les aides à l'installation des jeunes, de la relance d'un véritable projet coopératif, de la révision des textes sur l'intégration des éleveurs, de la régionalisation et la mutualisation des aides européennes, il reste encore des sujets sur lesquels les socialistes Morbihannais comptent travailler.

Liban : la stabilité ou la guerre

Du mercredi 25 au vendredi 27 octobre, François Hollande s'est déplacé au Liban avec notamment Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral. Lors de ses entretiens avec les acteurs politiques - en particulier Walid Joumblatt et les responsables de la majorité du "14 mars" - il a rappelé le soutien de la France et des socialistes à la souveraineté du Liban. A la suite d'une rencontre à Beyrouth avec le Général Pellegrini - commandant de la FINUL, le Premier secrétaire a également salué et encouragé le premier bataillon français au sud du pays.

Avec François Hollande et Gwendal Rouillard, la délégation se composait de Tony Dreyfus - Député-maire du X^e arrondissement de Paris, Joseph Tohmé - Délégué du secteur international pour le Liban, Faouzi Lamdaoui - Secrétaire national adjoint et deux collaborateurs : Karim Pakzad - Coordinateur du secteur international et Frédérique Espagnac - Attachée de presse du Premier secrétaire.

Les enjeux internes

Avec comme perspectives l'élection présidentielle de septembre 2007 et la tenue souhaitable en début d'année de la Conférence de Paris - qui doit contribuer au financement de la reconstruction et à l'émergence d'une structure Etat, la majorité du "14 mars" est sous pression du Hezbollah et de Michel Aoun. Le président du Parlement vient d'ailleurs d'ouvrir une phase de concertation de 15 jours pour permettre à ce dernier d'entrer au gouvernement. Deux alternatives : soit la majorité accepte cette hypothèse avec comme conséquence une certaine paralysie ; soit la majorité refuse et assume de probables manifestations...

Les enjeux régionaux

La démocratie et la stabilité du Liban dépendent évidemment du contexte régional. A ce titre,

François Hollande a exprimé clairement et précisément les positions du Parti socialiste : application totale des résolutions 1559 et 1701 de l'ONU, condamnation des survols du Liban par l'armée israélienne, reprise des négociations israélo-palestiniennes afin de garantir

délégation de l'accueil positif réservé aux soldats par la population. Les armées demeurent extrêmement vigilantes puisque l'instabilité régionale peut rapidement avoir des effets désastreux (attitude des Israéliens, rapport Hezbollah / Iran...). Sur un autre plan, François Hollande a appelé à l'instar de la Région Bretagne - les collectivités locales dirigées par des socialistes à s'engager pour la reconstruction et la paix au Liban.

¹ A la suite de l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri le 14 février 2005, une manifestation a rassemblé plus d'un million de libanais le 14 mars à Beyrouth pour exiger une enquête internationale, le départ définitif des Syriens et l'organisation libre d'élections législatives. En

juin 2005, les acteurs du 14 mars ont remporté ces élections ; les partis membres de la majorité - qui ont échangé avec François Hollande - sont notamment : le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt, le Courant du Futur de Saad Hariri, la Gauche démocratique d'Elias Atallah, le Bloc national de Carlos Hedde, le Parti des Kataeb d'Amine Gémayel, les Forces Libanaises de Samir Geagea. L'opposition est composée du Hezbollah - qui a néanmoins deux ministres au gouvernement - et du parti de Michel Aoun. Le mouvement chiite Amal représenté par Nabih Berri - Président du parlement rencontré par la délégation - soutien le gouvernement tout en jouant un rôle de médiateur avec l'opposition.



Entouré par François Hollande et Gwendal Rouillard, le lieutenant colonel de Cevins, chef de corps du bataillon de 900 soldats en charge de la région de Bint Jbeil, au sud du Liban. (Photo : Karim Pakzad - Coordinateur du secteur international - Solférino)

un Etat palestinien, dialogue avec la Syrie mais fermeté sur l'indépendance du Liban, dialogue avec l'Iran mais fermeté sur le respect du Traité de non prolifération nucléaire. En pensant aussi à la situation en Irak, les futures élections au Congrès américain pourront avoir une influence nouvelle en Orient.

La responsabilité de la France et de l'Union Européenne

Avec la FINUL, la France et l'Union Européenne sont en première ligne pour permettre à l'armée libanaise de se déployer sur l'ensemble de son territoire. Le Général Pellegrini et les soldats français ont fait part à la

Agenda des réunions de section de débat sur les candidatures (Dates reçues à ce jour)

Section de Lorient

Lundi 6 novembre - 18h30
Cité Allende - Maison des Associations

Section de Larmor-Plage

Jeudi 9 novembre - 19h00
Salle des Algues (à confirmer)

Section de Séné

Jeudi 9 novembre - 20h00
Cantine municipale - Séné

Section de Ploemeur

Vendredi 10 novembre - 19h00
Local de section - Ploemeur

Sections de Hennebont - Inzinzac Lochrist - Langudic

Réunion commune
Vendredi 10 novembre - 20h30
Salle de St Gilles - Kerpotence - Hennebont

Sections de Josselin - Guer - Ploërmel

Réunion commune
Information par le biais des secrétaires de section

Section de Grandchamp

Lundi 13 novembre - 20h30
Salle La Loge - Plescop

Section de Vannes - Arradon

Mardi 14 novembre - 20h30
Palais des Arts de Vannes

Débat télévisé

Pour des raisons techniques et d'organisation, il n'a pas été possible pour la Fédération d'organiser la retransmission du dernier débat télévisé du 7 novembre sur les enjeux européens et internationaux.

Merci de votre compréhension.

La Fédération

INVESTITURE SOCIALISTE

Avec Laurent Fabius : Pour faire gagner la Gauche en 2007, il faut la rassembler



Nous allons désigner le ou la candidat(e) qui défendra le projet socialiste. Il est impératif de répondre à la seule question qui se pose : qui porte l'orientation politique qui permettra de battre la droite en 2007 ?

En 1981 la victoire de François Mitterrand fut celle du parti socialiste, mais beaucoup plus largement celle du Peuple de Gauche. Pour être au second tour en 2007, il faudra mobiliser la totalité de l'électorat socialiste. Cela n'est possible qu'en parlant vrai à un électorat qui aspire à une véritable alternative économique et sociale au libéralisme.

Pour gagner, il faudra rassembler la totalité de l'électorat de gauche sur la base d'un contrat de gouvernement. En conscience, je pense que Laurent Fabius est celui qui répond le mieux à ces exigences. Il affiche clairement sa volonté de rassembler le peuple de gauche pour le 2nd tour de l'élection présidentielle. Candidat du projet socialiste, il prend dès à présent 7 engagements qu'il respectera et enrichira :

- Augmentation du Smic de 100 euros
- Fin des exonérations inefficaces des cotisations sociales
- Intervention de l'Etat pour obliger réellement les maires à construire au moins 20% de logements sociaux.
- Loi-programme fixant nos objectifs précis pour la protection de l'environnement.
- Création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale face à la dépendance des personnes âgées et des handicapés.
- Référendum dès septembre pour l'établissement d'une République parlementaire nouvelle avec une démocratie sociale et territoriale étendue.
- Refus de tout nouvel élargissement de l'Europe avant l'approbation d'un traité social et l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution respectant le vote des Français.

Laurent Fabius met au cœur de sa démarche le rassemblement de la gauche, avec les Verts et Communistes. Lors du référendum pour le projet de constitution européenne comme 40% des militants socialistes, Laurent Fabius n'a pas tu ses convictions. 55% des

Français ont exprimé le même choix que lui, comme une majorité d'électeurs de gauche. Cela n'a pas porté tort au parti : cela eut été désastreux que le PS soit entièrement assimilé au camp du "oui", défait dans les urnes avec Chirac et Giscard.

Laurent Fabius revendique une gauche décomplexée, contre ceux qui dénigrent le discours de gauche et le juge comme archaïque.

"La gauche c'est la liberté de penser, à l'opposé du bruit médiatique et de l'enfumage des sondages. Chaque militante, chaque militant a dans ses mains une grande responsabilité. Il s'agit de choisir, à travers une candidature, à la fois une ligne politique et une conception exigeante de la politique, une capacité à servir l'Etat. Je m'engage avec chacune et chacun de vous et je vous adresse mes très chères amitiés socialistes."

Laurent Fabius

Christian Le Dimet mandataire de Laurent Fabius pour le Morbihan Kervihérne - 56700 Merlevenez
Tel : 02 97 02 18 43
christian.le-dimet@laposte.net

Avec Ségolène Royal, le devoir de victoire !



Le débat interne est utile car il contribue, lorsqu'il est de qualité, à mettre en valeur le projet des socialistes auprès des Français. Il sert aussi à rappeler notre principal combat : battre la droite en 2007.

Emploi, déficits, dette, commerce extérieur, délinquance, immigration, elle a échoué sur tous les plans. Pour autant, nous devons nous assurer que notre désignation ne lui fournira aucune arme contre notre candidat(e) désigné(e). Le débat doit être correct et respectueux de chacun. François Hollande l'a rappelé : "Ecartons le dénigrement, la suspicion. Rien ne doit jamais pouvoir être utilisé par la droite le moment venu".

Les enjeux sont considérables. Il nous faut d'abord regagner la confiance des catégories populaires et s'intéresser aux questions qui préoccupent vraiment les Français de condition modeste : problèmes quotidiens, inégalités sociales, pouvoir d'achat, sécurité. Ce que les gens ressentent sur le terrain ne cor-

respond pas toujours aux statistiques globales.

Il nous faut donc remobiliser les citoyens qui ne sont pas déçus de la politique mais des politiques. Ils attendent au XXI^e siècle une autre gouvernance que celle incarnée par Chirac et Sarkozy, qui ont considérablement dévalorisé nos institutions. Ils souhaitent que nous regardions la réalité avec courage et sincérité : 35h, éducation, sécurité, immigration... Il est essentiel de revaloriser la démocratie représentative comme le prévoit notre projet, tout en développant la démocratie participative et proposer, en responsable, une action d'écoute et de prise en compte. C'est là le meilleur rempart contre le populisme.

Nous devons aussi renouveler le PS et la Gauche, moderniser sa pensée au XXI^e siècle face aux enjeux du futur : mondialisation, Europe, questions énergétiques, environnement... Il s'agit de promouvoir nos valeurs et ne pas laisser à la droite certains monopoles comme le travail ou la sécurité. Evitons de promettre n'importe quoi ou d'annoncer des mesures techniques. Nous devons faire adhérer les citoyens, les acteurs sociaux, les associa-

tions, à notre démarche. La dynamique des nouvelles adhésions au parti témoigne de cette volonté.

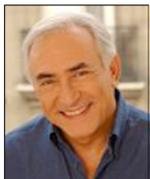
La vision de Ségolène Royal est audacieuse et cohérente dans le temps. Les questions qu'elle traite partent souvent de la vie quotidienne mais touchent à l'universel. La méthode est pragmatique et progressive dans un souci d'efficacité. Lorsqu'elle parle de l'Avenir, elle ne se place pas "en rupture", elle centre le débat présidentiel autour des thèmes mobilisateurs qui mettent la Gauche et la France en mouvement.

Mais ne croyons pas que les jeux sont faits : rien n'est gagné pour 2007 ! Le jeudi 16 novembre, ce sont d'abord tous les militants qui doivent se mobiliser pour voter. Par notre force et notre conviction, nous pouvons désigner massivement Ségolène Royal dès le premier tour et signifier ainsi aux Français que nous sommes unis et mobilisés face à la droite et l'extrême droite.

Olivier LE LAMER - Lorient - et Annie LE SQUER - Ploemeur - mandataires départementaux.
SegoleneRoyal56@wanadoo.fr
<http://desirdavenir56.over-blog.com>

INVESTITURE SOCIALISTE

Dominique Strauss-Kahn : Proposer pour convaincre puis agir



DSK, ce n'est pas seulement un technicien, un économiste dont le seul mérite politique serait la compétence.

C'est aussi un orateur passionné, un pédagogue, un homme persuadé que le mot "socialisme" a encore du sens et que le clivage droite/gauche est réel.

Il a su lancer des débats : homoparentalité, pouvoir d'achat, égalité réelle et des propositions concrètes pour répondre à l'urgence sociale. DSK concilie les deux traits essentiels au socialisme :

- l'éthique, qui manque à la plupart de nos dirigeants, d'où une perte de confiance des citoyens en la politique et l'aggravation de la crise démocratique.

- le volontarisme, dont il fait preuve en tant qu' élu local. Il propose un projet de société cohérent et un nouveau modèle social.

L'enseignement supérieur et la recherche sont aujourd'hui confrontés à des difficultés majeures, freinant nos capacités

d'innovation, de développement et de croissance. Le retour à l'excellence devra impulser un effort national de rattrapage budgétaire, une garantie d'autonomie et de démocratisation des études, notamment pour les plus modestes.

Sortir les jeunes du chômage de masse : il s'est positionné en faveur du renforcement d'un enseignement en alternance, plus professionnalisant, qui permettrait à terme de lutter contre la déscolarisation et de lutter contre "les voies de garage". La création d'un nouveau dispositif d'accompagnement individualisé vers l'emploi, type EVA, proposé par M. Aubry doit être une priorité pour garantir un avenir plus prometteur que celui que la droite impose aux jeunes depuis 5 ans.

La dette publique est à considérer comme "un ennemi de l'avenir" : la modulation de l'impôt sur les sociétés est à envisager différemment afin de favoriser celles qui emploient le plus de contrat à durée indéterminée. Dans les cas de délocalisation, une entreprise bénéficiaire sera tenue de payer pendant trois ans la taxe professionnelle.

Le premier chantier du Président de

la République sera de faire émerger, avant la fin 2007, un nouveau compromis social portant sur le pouvoir d'achat, le SMIC et la nécessaire revalorisation des carrières, la sécurisation professionnelle comprenant la formation et la réinsertion dans le travail, le système de retraite afin de mieux prendre en compte la pénibilité, les petites retraites et les carrières discontinues, notamment celles des femmes et enfin de garantir la santé au travail. Ce compromis devrait permettre de dessiner les contours d'un modèle social plus juste car négocié avec les syndicats.

Si DSK est investi, il offrira une troisième victoire historique à la gauche sous la V^{ème} République, contre le néoconservateur Sarkozy qui incarne le libéralisme et le communautarisme exacerbé d'une droite qui n'aime plus la France.

Avec DSK, donnons-nous toutes les chances de réussir le changement dans le respect de nos engagements votés dans le projet socialiste.

**Annaïg-Sklaërenn Le Moël,
co-mandatitaire DSK 2007
dans le Morbihan.**

**Blog de DSK dans le Morbihan :
<http://lemorbihan.avecdsk.net>**

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Interdiction de nier les massacres du Darfour

Depuis 2003, 400 000 personnes ont été massacrées au Darfour par l'armée et les milices jenjawids alliées à l'armée soudanaise. 214 000 réfugiés se trouvent actuellement à l'Est du Tchad. C'est "un crime contre l'humanité" dénonce Chirac lors de son discours le 17 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU. Et ça ne s'arrange pas malgré la signature d'un accord de paix. Le conflit s'étend au Tchad et à la République centrafricaine. Les attaques contre les organisations humanitaires entravent les secours. Huit travailleurs humanitaires de l'ONU ont déjà été tués cet été.

Refus de Casques Bleus

Jan Pronk, représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour le Soudan qui a été déclaré persona non grata exhorte l'ONU à "envoyer des missions de maintien de la paix qui permettraient d'assis-



ter les populations tout en respectant la souveraineté du Soudan". Mais le gouvernement soudanais refuse l'envoi de Casques Bleus de l'ONU au Darfour pour y prendre le relais des 7 000 soldats de la paix et observateurs de l'Union africaine qui manquent de moyens.

La Chine pose son veto

La Chine a mis son veto à l'envoi de Casques Bleus sans l'accord du Soudan. Pékin ne veut pas entraver les accords commerciaux sur le pétrole qui existent entre les deux pays. Chirac qui vient de se rendre à Pékin a-t-il exhorté la Chine à voter la résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ordonnant l'envoi immédiat de casques bleus ? Non. Alors quoi ? Qu'attendent les élus pour réagir ? Faudra-t-il encore voter une loi pour interdire la négation du génocide soudanais ? Mais cette fois nous serons aussi coupables, car "se taire c'est être complice de non-assistance à personnes massacrées".

**Guilaine Barre
MJS Loriant**

Le Rappel du Morbihan - N°45 - Jeudi 2 novembre 2006

Agenda des groupes de travail

Groupe de travail sur les Personnes âgées et personnes handicapées animé par Marylou Chappé :

**Mardi 7 novembre
à 20h30
au Local de la Fédération
(17 rue Auguste Nayel)**

Groupe de travail Petite enfance et familles animé par Geneviève Noblet :

**Mercredi 8 novembre
à 19h00
au Local PS de Vannes
(27 rue de la Tannerie)**

Groupe de travail Citoyenneté et Démocratie animé par Gwennan Melscoët :

**Samedi 18 novembre
à 11h00
au Local de la Fédération
(17 rue Auguste Nayel)**

Groupe de travail sur la Laïcité animé par Jean-Marc Paous :

**Mardi 28 novembre
à 20h30
au siège de la Fédération**

Jean-Marc Paous précise que cette réunion de travail est ouverte à tous, et pas seulement aux adhérents inscrits.

Groupe de travail animé par Gwendal Rouillard (Europe / International) :

**Vendredi 17 et Jeudi 23
novembre
de 20h00 à 23h00
au siège de la Fédération
(informations complémentaires et autres groupes par courriel)**

Investiture du - de la - candidat(e) socialiste

Le premier tour du vote de désignation du - de la - candidat(e) socialiste à la présidentielle aura lieu :

**Jeudi 16 novembre
de 16h00 à 22h00**

dans toutes les sections du département.

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Jeudi 2 novembre - Lanester
Débat présidentiel avec la section

Lundi 6 novembre - Lorient
Débat présidentiel avec la section

Vendredi 10 novembre - Inzinzac
Débat présidentiel avec les sections du canton

Mardi 14 novembre - Vannes
Débat présidentiel

Actualité

Peur sur la ville

Un an après les affrontements dans les banlieues les conditions d'une reprise de la violence sont toujours d'actualité. Il faut dire que le principal vecteur de déclenchement de ces violences est toujours à son poste Place Beauveau. Le kid du karcher, comme le nomme le Canard Enchaîné, continue dans la provocation en rajoutant chaque jour un peu plus dans son délire sécuritaire.

Certes on ne peut accepter les exactions commises par des délinquants dans les quartiers chauds, mais on ne peut non plus accepter les provocations, par police interposée, du Ministre de l'Intérieur qui prépare sa campagne des présidentielles sur le thème de la peur. Après quelques interventions policières soigneusement mises en scène devant les caméras de la télévision dont l'efficacité aura été pour le moins discutable, il ne faut pas s'étonner que des réactions épidermiques se soient faites jour dans les quartiers chauds.

On dirait que Nicolas Sarkozy s'ingénie à semer le désordre pour justifier à posteriori sa politique sécuritaire. En se faisant il risque de se retrouver comme l'arroseur arrosé et que faute d'effrayer les gens ce soit lui-même qui fasse peur. Derrière tous ses discours sécuritaires et de rupture, il faut bien se rendre compte que le personnage incarne la droite la plus réactionnaire et ultra libérale qui soit. Sa visite aux Etats-Unis et son admiration pour la politique de Georges Bush en est une parfaite illustration. Quand on connaît les résultats de cette politique outre Atlantique, on peut décemment souhaiter l'éviter pour notre pays.

Pour en revenir à la politique nationale, les conditions qui ont donné naissance à la crise des banlieues sont toujours d'actualité. Au-delà des discours de gouvernement, pratiquement rien n'a changé et les causes produisant les mêmes effets, il y a lieu d'être inquiet pour l'avenir. La surenchère en matière de répression et en matière judiciaire ne peut régler le problème et vouloir se servir de cette situation à des fins électorales présente des risques pour son utilisateur.

Le Cormoran

PROJET 2007-2008

Habitat et Logement

Un challenge quantitatif et qualitatif

A quelques mois des échéances nationales et municipales, la conférence publique sur l'habitat et le logement, qui s'est tenue samedi 28 octobre à Vannes, a réuni près de 100 participants. Elle était co-organisée par la Fédération, dans le cadre du Projet 2007, et par la section de Vannes, dans le cadre du projet de Ville "Vannes 2008" (Voir le blog : www.vannes2008.org).

Autour de Nicolas Le Quintrec, secrétaire de section de Vannes, les intervenants ont dressé un état des lieux. Avec plus de trois millions de mal-logés et un déficit cumulé de 800 000 logements, le pays connaît une vraie crise du logement et plus généralement une crise du vivre ensemble.

Face à la dérégulation du marché privé sous l'effet de la mesure "de Robien", une production inadaptée, construite au mauvais endroit, c'est la cohésion sociale et spatiale des territoires qui s'en trouve désorganisée.

Le Morbihan est directement concerné d'autant plus que l'évolution démographique prévoit une croissance supérieure de 12 % d'ici 2020. L'enjeu des politiques publiques à venir est bien de défendre l'idée d'une ville rassemblée, une ville qui intègre dans un projet urbain les exigences du développement durable.

Lors des débats, diverses propositions ont été avancées autour de quatre axes centraux :

- **Un logement pour tous**, en orientant la production en rapport aux vrais besoins sociaux, en développant un système de sécurité locative en direction des bailleurs et des locataires et accédants, en introduisant des critères sociaux et envi-



Nicolas Le Quintrec et les élus socialistes intervenant sur la deuxième table ronde : André Gall, Norbert Metairie et Paul Paboef.

ronnementaux dans les dispositifs de financement du logement privé (...)

- **Un habitat de qualité**, c'est-à-dire penser l'environnement du logement en veillant à la mixité, à l'existence de services et équipements de proximité (...)

- **Une solvabilisation garantie pour tous** au moment où, pour plus de 8 millions de Français, le budget logement pèse plus de 35 % des revenus du ménage. Il devient urgent de revaloriser les aides et d'engager, à l'instar de l'action de la Région en faveur des normes HQE, un grand programme pluriannuel de réhabilitation, avec pour

objectif de concevoir un habitat économe en énergie (...)

- **Une gouvernance locale offensive en matière de maîtrise foncière**. Tous les participants ont dénoncé la posture de la droite vannetaise et, en particulier, du Président de l'agglomération, qui refuse d'adhérer à l'EPFR laissant ainsi le marché imposer sa loi.

Arradon, Questembert et Lorient, trois volontés politiques qui refusent le fatalisme et démontrent ainsi le bien fondé du rôle des élus. Bien entendu, le désengagement de l'Etat ne facilite pas l'action. Et, pourtant, l'enjeu d'une politique sociale de l'habitat et du logement est au centre de l'action publique. D'où, par exemple, l'importance de se doter de moyens pour suivre et observer l'application des objectifs du PLH au plan local (...)

Le défi d'un logement pour tous, adapté aux besoins de chacun, en veillant à un juste équilibre entre les territoires, exige de notre part de dépasser le clivage public-privé. Pour cela, il importe de développer une mécanique contractuelle pour optimiser un locatif social public et privé. Cette cause réclame l'implication de tous les acteurs.

Vous pourrez prochainement consulter une synthèse des débats sur www.vannes2008.org

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse : Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gaucher ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

**Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr**